



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement, de l'Aménagement et des
Transports d'Île-de-France**

Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF)

ACCORD-CADRE POUR DES PRESTATIONS DE CONTROLE EN PHASE DET ET AOR

2 – CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

ACHETEUR EXCERÇANT LA MAITRISE D'OUVRAGE

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France (DRIEAT IF) – Direction des Routes d'Île-de-France

ORDONNATEUR

Monsieur le Préfet de Région Île-de-France
Ordonnateur délégué : Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France par délégation du Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris

REPRESENTANT DU MAITRE D'OUVRAGE

Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France par délégation du Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : 25/02/2025 A 12 HEURES.

ARTICLE 1 - Objet de la consultation	3
1.1. Objet du marché	3
1.2. Descriptif des prestations	3
1.3. Décomposition en tranches et en lots.....	4
1.4. Intervenants et forme des notifications.....	4
1.5. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel	7
1.6. Dispositions générales.....	7
1.7. Ordres de service.....	11
1.8. Propriété intellectuelle.....	11
1.9. Prolongation des délais	12
1.10. Interventions urgentes	12
ARTICLE 2 - Pièces constitutives du marché	14
ARTICLE 3 - Prix et mode d'évaluation des Prestations – Variation dans les prix – Règlement des comptes	15
3.1. Tranches optionnelles	15
3.2. Contenu des prix – Mode d'évaluation des prestations et de règlement des comptes	15
3.3. Variations dans les prix	17
3.4. Modalités particulières de paiement.....	19
3.5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	20
3.6. Augmentation du montant des prestations	20
ARTICLE 4 - Durée du marché et délais d'exécution – Pénalités, primes et retenues.....	21
ARTICLE 5 - Délais et pénalités appliquées aux éléments de mission	21
5.1. Autres pénalités	21
ARTICLE 6 - Clause de financement et de sûreté.....	23
6.1. Retenue de garantie.....	23
6.2. Avances	23
ARTICLE 7 - Résiliation.....	24
ARTICLE 8 - Dérogations au documents généraux	25

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

1.1. Objet du marché

Le présent accord-cadre est un marché de prestations de contrôle de travaux en assistance au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre afin d'assurer tout ou partie des missions de Direction et Exécution des Travaux (DET) et d'Assistance aux Opérations de Réception (AOR) des chantiers d'entretien du patrimoine routier de la DiRIF pour des opérations n'excédant pas 12 mois.

Il s'agit d'un accord-cadre de prestations intellectuelles régi par le CCAG PI de 2021.

1.2. Descriptif des prestations

Les prestations, qui font l'objet du présent accord-cadre, concernent :

- Une mission de suivi de chantier en phase DET ;
- Une mission d'accompagnement en phase AOR.

Le titulaire assurera pour le compte de différents maîtres d'ouvrage ou maîtres d'œuvre (émetteur du bon de commande), le suivi de différents chantiers pour la DiRIF. Ces projets peuvent toucher plusieurs thématiques : chaussées, talus, écrans acoustiques, réseaux d'assainissement, équipements de la route, etc.

Les prestations seront exécutées dans les départements de la Seine-et Marne, des Yvelines, de l'Essonne, des Hauts-de Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, du Val d'Oise et la jonction entre les axes N330 et N2 dans le département de l'Oise.

Passation des commandes

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par un service de la DiRIF conformément aux délégations de signature.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h au vendredi 16 h, selon les modalités définies ci-dessus.

Chaque bon de commande précise :

- La durée et la date de commencement de la prestation ;
- La désignation et la catégorie des prestations ;
- La quantité commandée par catégorie ;
- La nature des prestations à réaliser ;
- Le numéro d'Engagement Juridique du marché ;
- Les paramètres pour la dématérialisation des factures (n° SIRET de l'État, n° d'Engagement Juridique du bon de commande et les références du service exécutant) ;

- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par catégorie de prestations ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Le lieu d'exécution et la zone géographique ;
- Les coordonnées du coordinateur sécurité, protection et santé le cas échéant ;
- La référence du marché ;
- Le nom et les références de l'entreprise en charge des prestations.

Le maître d'ouvrage confie au titulaire, pendant toute la durée du marché précisée à l'article 3.1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Afin que le titulaire puisse s'organiser, **le bon de commande sera émis au moins un mois en amont de la réalisation des prestations concernant les prix 1.2.**

1.3. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, les prestations ne sont pas alloties.

1.4. Intervenants et forme des notifications

1.4.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre au maître d'ouvrage et au responsable du dit marché, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1.6.3 ci-après.

1.4.2. Conduite d'opération

La conduite d'opération sera réalisée par l'entité ayant produit le bon de commande, variable selon les projets.

Le titulaire du marché ne sera jamais directement en contact avec l'entité en charge de la conduite d'opération et devra systématiquement se référer à la maîtrise d'œuvre.

1.4.3. Maîtrise d'œuvre

La fonction de maîtrise d'œuvre comprenant :

- Les études d'avant-projet (AVP) ;
- Les études de projet (PRO) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- Le calendrier prévisionnel d'exécution des prestations, la totalité des études de synthèse et le devis quantitatif détaillé (EXE) ;
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;

- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la « Garantie de Parfait Achèvement » (AOR) ;

Est assurée par l'entité ayant produit le bon de commande, variable selon les projets.

Le titulaire du marché assurera un appui à la maîtrise d'œuvre sur les phases DET et AOR.

1.4.4. Contrôle technique

Le titulaire du marché n'aura pas le rôle de contrôle technique du dossier des études d'exécution, mais celui de suivi technique. Aucune validation technique ne lui sera demandée.

1.4.5. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation peut être assurée par un coordonnateur SPS mandaté par le gestionnaire des routes d'Île-de-France, lorsque les prestations le nécessiteront.

Ses coordonnées apparaîtront, s'il y a lieu, sur les Bons de Commande envoyés au titulaire des prestations à réaliser lors de la phase d'exécution.

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection est désignée, dans le présent marché, sous le nom de « coordonnateur SPS ».

Le titulaire du marché pourra se référer au coordonnateur SPS durant l'exécution de ses prestations. Il assure également, dans sa qualité d'appui à la maîtrise d'œuvre, le respect des principes généraux de prévention énoncés aux 1° à 3° et 5° à 8° de l'article L. 4121-2 du Code du travail.

1.4.6. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Le titulaire n'aura pas la mission d'ordonnancement, coordination et pilotage du chantier.

1.4.7. Autres intervenants

Les structures assurant la gestion des routes et susceptibles de participer à la programmation des interventions seront précisées dans l'Ordre de Service (OS) de démarrage et/ou sur le bon de commande.

1.4.8. Représentation du maître d'ouvrage

Pour les besoins du marché, en ce qui concerne uniquement le côté opérationnel du marché (passation des commandes, paiement des factures, déroulement des prestations sur le terrain), les personnes physiques habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire seront désignées par ordre de service.

Toutes les pièces d'exécution du marché (avenants, décisions de sous-traitance, etc.) seront signées par la personne ayant délégation de signature, conformément aux décisions et arrêtés en vigueur.

1.4.9. Forme des notifications

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG PI. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG PI, dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG PI, dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

1.5. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1.5.1. Obligation de confidentialité

En application de l'article 5.1 du CCAG PI, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et/ou maître d'œuvre, et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ces derniers.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 5.1 du présent CCAP.

1.5.2. RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5.2 du CCAG PI, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 5.1 du présent CCAP.

1.6. Dispositions générales

1.6.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 36 du CCAG PI.

En application de l'article D.8222-5 ou D8222-7 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article. A cette fin, il dépose les pièces et attestations concernées sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le ministère, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestation.com>.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1.6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1.6.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'**euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3.4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a) Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L.1262-1-1 et R.1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b) Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R.1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R.1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - Les salariés détachés par ses soins,
 - Les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - Ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 36 du CCAG PI.

c) Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R.4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D.1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 5.1 du présent CCAP.

1.6.3. Responsabilités et assurances

1.6.3.1. Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1.6.3.2. Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des prestations, qu'elles soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de prestations sur ouvrage existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des prestations entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les prestations les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- Dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- Dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

1.6.3.3. Dispositions communes

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG PI, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc...) est notifiée au maître d'ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1.6.4. Clauses sociales et environnementales

Sans objet.

1.7. Ordres de service

L'ordre de service est la décision du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché en dehors des demandes classiques effectuées par bon de commande (article 1.2 du présent CCAP).

Les ordres de service sont notifiés par le chef de service représentant le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, désigné lors de la notification du bon de commande au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG PI.

1.8. Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations de l'article 35 du CCAG PI s'appliquent.

La DIRIF et tous services de l'État sont libres d'utiliser les contenus en intégralité ou partiellement des différents livrables, indépendamment de la finalité, du support et du périmètre géographique.

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter qu'ils ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché. Une

partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus public ou qui sont déjà accessible au public.

Lorsque les prestations sont effectuées dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le titulaire cède, à titre exclusif, les droits d'exploitation des résultats au pouvoir adjudicateur pour la partie « résultats des audits » et conditions d'interventions.

Cette confidentialité ne s'applique pas à la partie méthodologie des procédures.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel, en cours d'exécution du marché, des modifications peuvent être apportées à la demande du pouvoir adjudicateur par signature, des deux parties, d'un avenant.

Les règles de gestion de la propriété intellectuelle sont ainsi définies :

	Administration	Titulaire
Utilisation des connaissances propres du titulaire après et lors du marché	Respect des règles de confidentialité	Sans objet
Utilisation des connaissances propres de la DiRIF après et lors du marché	Sans objet	Respect des règles de confidentialité
Utilisation des connaissances acquises lors de l'exécution du marché : Résultat	Droit d'exploitation exclusif quel que soit le support	Ne pas utiliser Ne pas diffuser
Utilisation des connaissances acquises lors de l'exécution du marché : Conditions d'intervention	Droit d'exploitation exclusif quel que soit le support	Ne pas utiliser Ne pas diffuser
Utilisation des connaissances acquises lors de l'exécution du marché : Procédure	Libre d'utilisation Diffusion : dans le cadre du respect des règles de confidentialité	Libre d'utilisation et de diffusion

1.9. Prolongation des délais

Les prolongations de délai seront envisagées dans les conditions exposées à l'article 13.3 du CCAG PI.

1.10. Interventions urgentes

Certaines interventions peuvent être demandées en urgence. Le caractère urgent se manifeste par une demande via l'envoi de bon(s) de commande, par messagerie du profil acheteur (plateforme PLACE) ou sur simple appel téléphonique, confirmé par échange de mail par l'une des personnes, habilitées à signer les commandes, à l'une des personnes désignées à l'articles 3.2 de l'acte d'engagement.

Elles concernent l'ensemble des prestations relatives aux missions en phase DET décrites ci-dessus.

Les missions sont à effectuer dans les deux jours à partir de l'appel du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre (confirmé par le courriel).

Ces prestations peuvent être de jour comme de nuit.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi ;
- Le CCAG applicable aux marchés de prestations intellectuelles approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF).

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1. Tranches optionnelles

Sans objet.

3.2. Contenu des prix – Mode d'évaluation des prestations et de règlement des comptes

3.2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis :

- En tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché ;
- En tenant compte des différentes prestations supplémentaires ou modificatives à réaliser pendant la durée du marché notamment dans le montant des prix nouveaux proposés ;

3.2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout avenant ou prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du pouvoir adjudicateur dans les conditions fixées à l'article 23 du CCAG PI.

En l'absence de la décision prévue à l'article 23.3 et par dérogation à l'article 23.4 du CCAG PI, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou un OS signé par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 23 du CCAG PI.

3.2.3. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le BPUF et l'OS prix nouveau provisoire. Chaque commande disposera d'un numéro d'EJ (Engagement Juridique).

3.2.4. Modalités de règlement des avances

Les modalités du règlement des factures du marché sont les suivantes :

Pour chaque commande, le titulaire dépose sur la plate-forme en vigueur (actuellement CHORUS PRO) la facture via les paramètres qui lui auront été transmis lors de la commande, à savoir :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET de l'État ;
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;

- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du bon de commande ».

La dépose de la facture se fera chaque fois que le titulaire souhaitera être rémunéré pour les prestations réalisées et validées préalablement par l'entité émettrice du bon de commande.

Toutes factures déposées sans validation de la réception de la prestation pourront faire l'objet d'un rejet ou d'une suspension de paiement qui sera notifiée par OS.

Chaque commande est réglée indépendamment des autres prestations conformément à l'article 3.2.4 du présent CCAP.

Le montant des sommes dues pour chaque bon de commande sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur.

3.2.5. Modalités de transmission et de paiement

Les factures seront obligatoirement transmises par voie dématérialisée.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3.2.6. Gestion d'une avance

Le titulaire devra pour les autres factures de la prestation prendre en compte la gestion du remboursement de l'avance dès-lors que le montant des prestations réalisées aura atteint 50 % du montant du bon de commande.

3.2.7. Gestion de pénalités

Si les conditions d'application d'une pénalité sont réunies, le titulaire devra inclure cette pénalité sur la facture.

3.2.8. Gestion d'un sous-traitant

Le titulaire doit faire apparaître sur la facture la part du sous-traitant.

Le sous-traitant doit déposer dans les mêmes conditions que le titulaire sa facture de manière dématérialisée.

3.3. **Variations dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.3.1. Les prix sont révisibles par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3.3.3 et 3.3.4 du présent CCAP.

La révision des prix s'applique au BPUF une fois par an au moment de la reconduction. Le taux de révision est calculé une fois par an, au moment de la reconduction du présent accord-cadre. Les taux de révision est calculé par le représentant de l'Acheteur puis est notifié au titulaire.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG PI, en cas de reconduction du présent accord-cadre, les prix révisés sont applicables aux bons de commande notifiés au titulaire postérieurement à la date de reconduction.

Les éventuels prix nouveaux notifié par OS seront également soumis à révision, en considérant le même taux que pour les autres prix.

3.3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre.

Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0).

3.3.3. Choix de l'index de référence

Les index de référence *I* choisis en raison de leurs structures pour la révision des prestations faisant l'objet du marché sont :

Index	Désignation
ING	Ingénierie

Ces index sont publiés sur le site de l'INSEE : <https://www.insee.fr/>

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Index	Prix
ING	Série de prix 1 et 2

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

3.3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_{m-3} / I_{m_0-3}$$

La périodicité de la révision est de 12 mois. La première révision est effectuée au mois anniversaire de la notification avec :

- I_{m_0-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois ;
- I_{m-3} = Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG PI, valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement de la commande moins 3 mois.

Suite à une reconduction, une nouvelle périodicité de la révision a lieu et est de 12 mois. Cette nouvelle période commence au mois d'anniversaire de la notification **plus** un an (modulo le nombre de reconduction effectuée).

La révision est effectuée sur la période en cours où a été effectuée le bon de commande.

Le prix est révisé par le représentant du maître d'ouvrage (RMO) en application de la formule ci-dessus et notifié au titulaire via la plate-forme des achats (PLACE).

Le titulaire dispose de 2 semaines pour valider ou refuser les prix révisés calculés. En cas de désaccord sur les prix révisés entre le titulaire et le RMO, ce sont les prix révisés par le RMO qui s'appliquent.

3.3.5. Application de la taxe valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier

de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également auto-liquider la TVA correspondante.

3.4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature de la facture par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Le sous-traitant transmet une demande de paiement via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10). Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter ;
- Dans le cadre des sondages, la maîtrise d'œuvre reçoit la demande de paiement du sous-traitant conformément aux stipulations suivantes :

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- Indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le maître d'ouvrage doit régler à ce sous-traitant ;*
- Joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins.*
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant ;
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3.5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le maître d'ouvrage ou maître d'œuvre et à un accord du pouvoir adjudicateur.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

3.6. Augmentation du montant des prestations

En l'absence de la décision prévue à l'article 23.3 et par dérogation à l'article 23.3 du CCAG PI, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du bon de commande sans notification d'un OS préalable du maître d'ouvrage ou maître d'œuvre pris avec accord du pouvoir adjudicateur.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel autorisé.

En application de l'article 23.3 du CCAG PI, le maître d'ouvrage ou maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les prestations qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION – PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

ARTICLE 5 - DELAIS ET PENALITES APPLIQUEES AUX ELEMENTS DE MISSION

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise du document.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG PI, en cas de retard dans l'exécution des délais définis dans le CCTP, le titulaire subit une pénalité journalière fixée à :

Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité par jour de retard
DET	Comptes-rendus de réunion	3 jours	250,00 €
	Constats contradictoires	3 jours	500,00 €
	Etat d'avancement	2 jours	250,00 €
	Projets de décomptes	7 jours à réception	250,00 €
	Transmission des points d'arrêts	2 jours	250,00 €
	Rendu des métrés demandés par le MOE	3 jours	250,00 €
AOR	Rapport de pré-réserves	7 jours	250,00 €
	Rapport annexé des réserves	3 jours	250,00 €
	Vérification du DOE	7 jours	250,00 €
	Avis sur réclamation	3 jours	250,00 €

5.1. Autres pénalités

Pénalité pour défaut de représentation en phase chantier

En cas d'absence d'un représentant du titulaire sur chantier lors des travaux alors qu'une présence était prévue, il est appliqué une pénalité de 350 € par demi-journée d'absence ou 750 € par jour d'absence. De même pour une absence lors des travaux de reprise suite aux OPR.

Pénalité pour non représentation à une réunion programmée

En cas d'absence d'un représentant du titulaire lors d'une réunion programmée, il est appliqué une pénalité de 500 € par absence.

Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1.5.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 5 000 €.

Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.5.2 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 5 000 €.

Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1 000 € pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

Pénalité pour non-respect des exigences du CCTP

En cas de non-respect des exigences présentes dans le CCTP, il sera appliqué une pénalité de 1500 € par constatation.

Pénalité pour non-respect des règles des règles de sécurité

En cas de non-respect des règles de sécurité notamment port EPI , règles de circulation dans le chantier, code de la route, absence de plaque service ou gyrophare sur les véhicules, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 300 €.

ARTICLE 6 - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

6.1. Retenue de garantie

Sans objet.

6.2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG PI.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 30 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 7 - RESILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG PI complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1.i du CCAG PI.

Par dérogation à l'article 39.1 du CCAG PI :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RA, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le pouvoir adjudicateur peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 41 du CCAG PI.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 37.2 du CCAG PI.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu à l'article 40 du CCAG PI est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1.4.9 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 8 - DEROGATIONS AU DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

L'article	1.4.9	du CCAP déroge à l'article	3.2.1	du CCAG PI
L'article	1.6.3.3	du CCAP déroge à l'article	9.2	du CCAG PI
L'article	2	du CCAP déroge à l'article	4.1	du CCAG PI
L'article	3.2.2	du CCAP déroge à l'article	23.4	du CCAG PI
L'article	3.3.1	du CCAP déroge à l'article	10.2.2	du CCAG PI
L'article	3.3.4	du CCAP déroge à l'article	10.2.2	du CCAG PI
L'article	3.6	du CCAP déroge à l'article	23.3	du CCAG PI
L'article	4	du CCAP déroge à l'article	14.1.3	du CCAG PI
L'article	5	du CCAP déroge à l'article	16.2.3	du CCAG PI
L'article	7	du CCAP déroge à l'article	39.1	du CCAG PI